



Confédération Nationale du Travail

Section française de

L'Association Internationale des  
Travailleurs

Pas de permanents

Pas d'élus

Pas de subventions

Pas de partis  
politiques

Pas de hiérarchie

Pas de patrons

Pas de compromis

Voie libre pour  
un  
syndicalisme  
différent !



SYNDICAT DES  
TRAVAILLEURS  
DU BEARN  
18, Rue J-B Carreau, 64000 PAU

## Les « migrants » sont des précaires comme les autres !

Fuyant les guerres et les crises, des millions de personnes quittent leur pays et des milliers d'entre elles viennent trouver refuge en Europe. La seule réponse qui leur est faite est la fermeture des frontières. Pourtant, ce sont les premières victimes de la guerre que se livrent les Etats (Daesh, les régimes syrien et turc, les puissances occidentales et russe) pour le contrôle de la région, de ses ressources et de ses populations.

Ce qui se passe à Calais est extrêmement grave. Alors que l'Etat a été condamné par le Tribunal de Lille pour les conditions inhumaines dans lesquelles se trouvent les réfugiés, la presse met l'accent sur le prétendu « problème des migrants » plutôt que de rappeler que l'Etat les bloque à Calais et leur fait souffrir le martyre.

Comment ne pas remarquer la part belle faite à la propagande de l'extrême droite dont les militants sont interviewés comme de « simples riverains » ? Comment expliquer que des civils, armés de bâtons, soient tolérés à côté des CRS en mission aux abords de « la jungle » ?

Si certains migrants commencent à se révolter, c'est parce qu'ils sont désespérés. Les réfugiés sont des précaires comme les autres qui subissent, comme nous, la loi des puissants et du capitalisme triomphant.

Leur situation met chacun d'entre nous devant un choix moral : les valeurs de solidarité ou celles de la xénophobie et de l'exclusion.

**Nous dénonçons les politiques françaises et européennes qui sont à l'origine de cette situation. Nous demandons des conditions dignes pour toutes et tous. Nous exigeons des droits égaux pour tous, des titres de séjour ainsi que l'accès aux soins et au logement. Nous réclamons la suppression du règlement de Dublin et le démantèlement de Frontex qui entravent gravement les droits fondamentaux des réfugiés.**